



Du réfugié yéménite à l'entrepreneur. Quand l'exil de guerre devient opportunité économique à Djibouti

Alexandre Lauret

► To cite this version:

Alexandre Lauret. Du réfugié yéménite à l'entrepreneur. Quand l'exil de guerre devient opportunité économique à Djibouti. *Politique africaine*, 2020, 159 (3), pp.145-168. 10.3917/polaf.159.0145 . halshs-03118256

HAL Id: halshs-03118256

<https://shs.hal.science/halshs-03118256>

Submitted on 30 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DU RÉFUGIÉ YÉMÉNITE À L'ENTREPRENEUR. QUAND L'EXIL DE GUERRE DEVIENT OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE À DJIBOUTI

[Alexandre Lauret](#)

Karthala | « Politique africaine »

2020/3 n° 159 | pages 145 à 168

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811127886

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-3-page-145.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

© Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE DOSSIER

ALEXANDRE LAURET

**DU RÉFUGIÉ YÉMÉNITE
À L'ENTREPRENEUR. QUAND L'EXIL
DE GUERRE DEVIENT OPPORTUNITÉ
ÉCONOMIQUE À DJIBOUTI**

En s'appuyant sur des données empiriques récoltées auprès des réfugiés yéménites à Djibouti, cet article traite de l'articulation entre réfugiés, opportunité économique et formation d'une classe sociale en exil. La guerre au Yémen a entraîné l'exode d'une partie de la population yéménite vers les États voisins. Sur la rive africaine, Djibouti accueille une partie de ces réfugiés. Certains sont envoyés au camp de réfugiés de Markazi à Obock et d'autres intègrent les réseaux « arabes » de Djibouti présents depuis la colonisation française. Ces populations commencent alors à travailler au sein de la diaspora. Au Yémen, la guerre qui se prolonge paralyse l'économie du pays. Quelques années après le premier exode, de nouveaux réfugiés yéménites arrivent à Djibouti. Ils sont en contact avec les premiers réfugiés urbains : ce sont des amis ou des membres de la famille. Ils représentent une nouvelle classe de réfugiés en quête de travail localement, tout en restant en lien avec leurs familles au Yémen.

La guerre qui a débuté au Yémen en 2014 a provoqué un exode massif. L'avancée des rebelles Houthis, du Nord vers le Sud du territoire, a entraîné la fuite de nombreux Yéménites. La capitale, Sanaa, est tombée aux mains des rebelles en septembre 2014. Ce fut alors la débâcle du gouvernement qui s'exila à Aden, puis en Arabie saoudite. Après cinq années de conflit, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé à 2,7 millions le nombre de déplacés¹ et à 190 000 celui des réfugiés².

1. Les données chiffrées sont issues du HCR (fiches synthèse, entretiens sur place avec des cadres du HCR) : <http://data.unhcr.org/yemen/regional.php#_ga=2.220477464.1699719997.1567091600-858422053.1528108507>, consulté le 30 août 2019 ; <<https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Djibouti%20Fact%20Sheet%20%5BFR%5D%20-%20January%202019.pdf>>, consulté le 3 septembre 2020.

2. Les Yéménites trouvent principalement refuge à Djibouti, en Arabie Saoudite, au sultanat d'Oman, au Somaliland, en Somalie, en Éthiopie, ainsi qu'au Soudan, en Jordanie, en Égypte et dans différents pays occidentaux.

Séparé d'une trentaine de kilomètres par le détroit de Bab-el-Mandeb, Djibouti a accueilli des réfugiés yéménites dès l'année 2015. Depuis, le HCR a comptabilisé l'arrivée de 37 000 réfugiés³, dont 19 000 Yéménites. L'arrivée de ces réfugiés renforce l'image de Djibouti comme terre d'accueil. Depuis la fin du XX^e siècle, les États de la sous-région sont marqués par une forte instabilité. Djibouti a ainsi accueilli des réfugiés d'Éthiopie (10 500 en 2019), de Somalie (près de 13 000), d'Érythrée (800) et, enfin, du Yémen. Les trajectoires des réfugiés varient selon leur nationalité, leurs ressources et les contacts dont ils disposent à Djibouti⁴. Les réfugiés yéménites présentent l'originalité d'un double processus d'intégration : en arrivant à Djibouti Ville, les réfugiés ayant des connaissances ont pu mobiliser ces ressources et leurs réseaux pour s'installer dans la capitale. Mais la majeure partie a été placée dans le camp de réfugiés Markazi ouvert en 2015 à Obock. À Djibouti Ville comme à Obock, les réfugiés yéménites bénéficient de conditions favorables du fait d'un laisser-aller volontaire des pouvoirs publics pour leur permettre de travailler librement. Ce ne fut pas forcément le cas des autres populations réfugiées. Les Yéménites ont une image positive dans la société djiboutienne et une partie d'entre eux a commencé à travailler dès leur arrivée en 2015. Ce n'est qu'à partir de la fin de l'année 2017 que le gouvernement djiboutien promulgua un décret permettant aux réfugiés de travailler légalement. Le cas des réfugiés yéménites permet donc une analyse des mécanismes d'insertion des réfugiés indépendamment d'une politique publique définie par le gouvernement djiboutien.

Après la libération de la ville d'Aden par la coalition arabe et le retrait des rebelles de la côte sud fin 2015, de nombreux réfugiés du camp de Markazi d'Obock sont rentrés au Yémen. En 2019, le nombre de réfugiés yéménites à Djibouti frôlait les 5 000. En quatre années, le camp passa de 7 000 individus à moins de 2 000. À l'inverse, le nombre de réfugiés inscrits vivant à Djibouti Ville a légèrement augmenté, passant de 2 200 à 2 600. Il y a donc une tendance inverse entre les réfugiés urbains et ceux du camp. Le profil des réfugiés varie aussi : le camp se compose essentiellement de familles alors que les réfugiés urbains sont souvent de jeunes hommes ayant la vingtaine ou la trentaine. À partir de 2017, les données du HCR montrent que les nouvelles entrées sur le territoire djiboutien sont composées de réfugiés issus d'une même région (Taïz pour 50 à 70 % d'entre eux), jeune (48 % ont « au moins 18 ans⁵ »), arrivant seul et s'installant davantage en ville que dans le camp. Faut-il alors y voir un

3. On trouve des réfugiés d'autres nationalités : Éthiopiens, Somaliens, des ressortissants occidentaux, etc.

4. A. Saïd Chiré, « De l'insertion urbaine à l'administration plurielle des migrants régionaux dans l'agglomération djiboutienne », *Annales d'Éthiopie*, n° 32, 2018-2019, p. 67-94.

5. <<http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Djibouti%20Inter-Agency%20Update%20on%20the%20Yemen%20Situation%20-%20October%202017%20%5BFRE%5D.pdf>>, consulté le 30 août 2019.

glissement dans la motivation des réfugiés yéménites à venir à Djibouti ? Un passage de mobilités familiales à celles de jeunes hommes ? D'une urgence de la fuite à des stratégies plus économiques ?

Le lien entre mobilité spatiale et mobilité sociale est complexe à démontrer s'agissant d'une population de réfugiés. La nature de l'exil apparente le déplacement à une mobilité forcée sous la menace de la guerre civile au Yémen. L'issue dans la société d'accueil n'est pas garantie car la mobilité spatiale forcée peut empêcher une reproduction sociale : la migration ne s'inscrit pas dans un but d'accumulation socio-économique mais de survie. Au premier abord, l'exode conduit donc à un déclassement social qui se caractérise par une perte de ressources⁶. Pourtant, l'évolution du profil des réfugiés yéménites incite à nuancer ces affirmations : et si l'exil de guerre devenait une des conditions de l'ascension sociale ?

La Corne de l'Afrique donne à repenser les contextes de migration et d'exode des Yéménites du fait de la proximité des côtes et de la constitution de réseaux familiaux entre les deux rives⁷. La possibilité de constituer de tels réseaux d'entraides et de solidarité réduit les risques de déclassement social grâce à de nouvelles alliances entre familles et à l'intégration de réseaux diasporiques. Nathalie Peutz explique comment l'exode d'une partie des réfugiés yéménites du camp de Markazi, les *Muwalladin* (familles dont les parents sont originaires du Yémen et d'Éthiopie), a été motivé par des trajectoires familiales s'inscrivant dans une histoire longue et des allers-retours d'une rive à l'autre⁸. Ces *Muwalladin* forment un groupe solidaire au sein du camp de Markazi du fait de leurs origines communes et des difficultés qu'ils ont connues au Yémen. La mobilité intergénérationnelle incite à repenser l'accès aux ressources dans les contextes d'exil.

Quelques années avant l'exode yéménite, celui des réfugiés somaliens en 1991 montre un exemple de la pluralité des logiques d'intégration urbaine dans les sociétés d'accueil. Les appartenances claniques communes de certains groupes somali par-delà les frontières ont permis leur intégration précoce à Djibouti Ville *via* l'obtention de la nationalité djiboutienne⁹. Au Yémen, une partie des réfugiés somaliens ont pu intégrer les réseaux de la diaspora somali d'Aden, contribuant à la formation d'une classe sociale en exil. L'enracinement de la communauté somali dans certains quartiers d'Aden a favorisé un effacement des clivages claniques, aboutissant ainsi à la construction d'une identité

6. M. Agier, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002, p. 27.

7. M. de Regt, « From Yemen to Eritrea and Back: A Twentieth Century Family History », *Northeast African Studies*, vol. 17, n° 1, 2017, p. 25-49.

8. N. Peutz, « "The Fault of our Grandfathers": Yemens's Thrid-Generation Migrants Seeking Refuge from Displacement », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 51, n° 3, 2019, p. 357-376.

9. A. Saïd Chiré, « De l'insertion urbaine à l'administration plurielle des migrants... », art. cité.

commune¹⁰. La présence d'un réseau de connaissances dans la société d'accueil s'apparente à une ressource permettant une intégration rapide en dehors du camp de réfugiés. C'est alors sous le prisme de l'intégration des réfugiés au sein d'une diaspora que l'on pourrait observer des formes innovantes de construction d'une classe sociale en exil. Ces nouveaux réfugiés s'amarrent à la diaspora existante, ce qui est un processus classique, mais leurs actions se singularisent jusqu'à les apparenter à un groupe ou à une classe sociale à part, du fait de leur émergence économique quasi opportuniste en temps de guerre adossée à une interaction forte avec leurs sociétés d'origine vivant ces conflits, comme c'est le cas des nouveaux réfugiés urbains yéménites à Djibouti.

Il s'agit alors d'interroger les articulations qui peuvent exister entre les contraintes liées à l'exil, l'accès aux réseaux diasporiques et l'ascension sociale qui peut en résulter. Comme il est impossible, du fait de la guerre, d'observer la mobilité sociale en interrogeant des réfugiés retournant sur place ou des familles d'exilés restées au Yémen, cette étude va décrypter la constitution de ressources pendant la période d'exil, à savoir l'utilisation de ces réseaux pour passer du statut d'exilé à celui d'entrepreneur. L'hypothèse retenue ici est que le développement d'itinéraires d'exil peut représenter une stratégie d'accumulation d'un groupe de personnes. L'exil puis le recours aux membres de la diaspora peuvent à terme conduire à l'édification d'une nouvelle classe sociale, dont les membres seraient unis par une identité spatio-temporelle (l'exil à Djibouti), spatio-culturelle (être yéménites à Djibouti) et, enfin, un regroupement collectif (autour de l'appartenance à une même région, caractérisé par des envois monétaires)¹¹. Ce regroupement collectif est aussi construit par l'image et les discours qu'entretiennent les Djiboutiens sur les réfugiés yéménites. Ces derniers sont ainsi perçus différemment des réfugiés somaliens, éthiopiens, ou des migrants éthiopiens : les réfugiés yéménites sont « jugés » de bons travailleurs, discrets, peu nombreux (à l'inverse des migrants éthiopiens), enfin l'effondrement du Yémen incite à la tolérance et à l'acceptation de ces nouveaux réfugiés.

Cette définition apparente le nouveau groupe de jeunes yéménites réfugiés à Djibouti Ville à celle d'une diaspora classique, mais sa singularité est due à sa mobilité en temps de guerre, conçue comme une opportunité, et à ses interactions avec sa société d'origine, non pas épisodiques et lointaines, mais caractérisées par des séjours fréquents, voire des projets de retours définitifs réussis et valorisants grâce à l'exil.

La guerre est génératrice de mobilité tant spatiale que sociale. De nombreux exemples montrent que la guerre donne aux belligérants l'opportunité

10. M.-A. Pérouse de Montclos, *Diaspora et terrorisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 135.

11. L. Chauvel, « Le retour des classes sociales ? » *Revue de l'OFCE*, n° 79, 2001, p. 315-359.

d'augmenter leur capital socio-économique à travers le recours à la violence tout en offrant un accès au pouvoir politique¹². Mais pour les populations, la guerre représente souvent un déclassement social : perte des ressources et, parfois, contrainte de l'exil. Elles deviennent des déplacés ou des réfugiés. Sur le continent africain, le déplacement de réfugiés s'illustre, majoritairement, par leur « quasi-mise en quarantaine » dans des camps de réfugiés ou des installations précaires urbaines¹³. Les réfugiés sont alors restreints à un espace géographique délimité. Leur mobilité sociale est, dans ce contexte, illusoire, car en butte à des difficultés diverses et en premier lieu juridiques¹⁴ : leur statut leur déniait souvent le droit de travailler. La mobilité sociale est alors chimérique car le retour au pays, marquant habituellement l'ascension sociale de la personne, s'avère impossible dans de nombreux cas. Pourtant, ces retours existent. Ils peuvent s'inscrire dans les trajectoires des réfugiés de manière temporaire à travers des opportunités économiques, comme l'illustre Marion Fresia¹⁵ : les réfugiés mauritaniens dans le Nord du Sénégal effectuent des allers-retours pour recréer des logiques économiques de survie basées sur le commerce transfrontalier. Les retours peuvent aussi être définitifs, comme ce fut le cas des populations sud-soudanaises utilisant les ressources acquises lors de l'exil¹⁶. Dans les deux cas, le retour au pays, réel ou comme projet futur, entraîne une évolution sociale, ascendante ou descendante. Plutôt qu'à un véritable blocage du couple mobilité spatiale-mobilité sociale, les contextes de guerre, d'exode et de retour incitent à réfléchir aux innovations que peuvent mettre en place les réfugiés pour tirer profit de l'exil.

L'article présente d'abord la méthodologie de recherche utilisée à Djibouti. Puis après avoir rappelé l'historique de la diaspora yéménite, dite des Arabes de Djibouti, l'analyse se concentre ensuite sur l'arrivée et les mécanismes d'intégration des nouveaux réfugiés urbains en son sein. À travers la diversité de leurs trajectoires urbaines, la section suivante montre comment ces réfugiés réactualisent la figure classique de l'entrepreneur yéménite à Djibouti, en faisant émerger un groupe particulier, c'est-à-dire une classe sociale exilée de guerre mais économiquement très active. Enfin, la dernière partie explore la trajectoire des réfugiés entre Djibouti et le Yémen à travers le retour au pays de certains réfugiés.

12. R. Banégas et J.-P. Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, 2001, p. 5-23.

13. M. Agier, *Aux bords du monde...*, op. cit., p. 12.

14. M.-A. Pérouse de Montclos, « Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est », *Autrepart*, n° 45, 2008, p. 191-205.

15. M. Fresia, « "Frauder" lorsqu'on est réfugié », *Politique africaine*, n° 93, 2004, p. 42-62.

16. K. Grabska, *Gender, Home and Identity: Nuer Repatriation to Southern Sudan*, New York, James Currey, 2014.

UN TERRAIN DE RECHERCHE ENTRE DJIBOUTI ET LE YÉMEN

Cet article s'appuie en majeure partie sur des données empiriques recueillies à Djibouti, en 2016, 2018 et 2019. Ces séjours de recherche ont permis la récolte d'informations à partir d'entretiens libres, semi-directifs et d'observations des scènes de vie auprès des réfugiés yéménites dans le camp ou à Djibouti Ville. Plus d'une centaine de réfugiés ont été interrogés sur leurs parcours de vie au Yémen et à Djibouti. Ces entretiens ont été réalisés majoritairement en anglais, parfois en français et dans certains cas, à l'aide de traducteurs yéménites, notamment lors d'entretiens collectifs autour d'une séance de khat ou avec des personnes ayant un parcours de vie singulier. Ces entretiens ont couvert un éventail de réfugiés assez large. Mais il convient d'emblée de signaler qu'il existe un biais à cette recherche. S'il a été possible d'interroger des réfugiés, hommes ou femmes, dans le camp, les entretiens menés à Djibouti Ville ont tous été réalisés avec des réfugiés masculins. L'impossibilité de rencontrer des femmes à Djibouti Ville s'explique par une asymétrie de genre : il était compliqué pour un enquêteur masculin d'interroger des femmes yéménites à Djibouti Ville. Les femmes yéménites sont souvent absentes des espaces publics : les femmes mariées des enquêtés masculins interrogés sont toutes au Yémen. Cela s'explique aussi par une survivance plus importante de l'identité yéménite qui induit une ségrégation spatiale basée sur le genre. Ainsi, des chercheuses comme Morgann Pernot ont pu mieux étudier les cercles féminins des réfugiées yéménites à Djibouti Ville¹⁷. Les entretiens dans les camps semblent alors plus propices à l'effacement des barrières symboliques entre enquêtés et chercheurs.

L'article traite majoritairement des réfugiés yéménites à Djibouti Ville. Les extraits d'entretiens sont donc tirés d'un répertoire de réfugiés masculins, yéménites, ayant la vingtaine et la trentaine. Par soucis de protection des enquêtés, les identités sont toutes anonymisées. Les données obtenues auprès des réfugiés du camp de Markazi sont utilisées pour accentuer les différences entre les réfugiés urbains et ceux du camp.

Dans le contexte des réfugiés urbains, suivre leur trajectoire pourrait se faire à travers un découpage de leur vie en trois temps : la situation avant l'exil, la vie à Djibouti et le retour au Yémen. Ce procédé offrirait une perspective linéaire permettant d'appréhender une ascension ou une dégradation sociale à travers une simple comparaison des situations. Mais on voit déjà apparaître les biais inhérents à une telle analyse. Les trajectoires des réfugiés urbains sont souvent plus complexes à étudier que celles des réfugiés du camp. Alors que le camp représente un cadre spatial qui évolue peu – un paradoxe de

17. M. Pernot, *Être Yéménite, le rester*, Mémoire de master, Paris, Inalco/IEP, 2020.

l'urgence qui s'étend durablement dans le temps¹⁸ –, les trajectoires urbaines des réfugiés se caractérisent par une forte mobilité aussi bien des réseaux, des dynamiques sociales, que dans les quartiers de la capitale. La vie d'un réfugié urbain à Djibouti est faite de nombreuses mutations au gré des événements, des interactions et des rencontres.

Ensuite, dans la perspective de mieux comprendre en quoi la mobilité spatiale influence réellement la mobilité sociale, il faudrait retracer le parcours de chaque personne «ici et là-bas¹⁹». Or on voit apparaître deux difficultés temporelles. D'abord, à partir de quand saisit-on le moment du «là-bas»? Avant le commencement de la guerre? Ou au moment du départ où il faut choisir les affaires à emmener? Selon le moment retenu, la position sociale de l'enquêté varie. L'exode comporte de nombreux aléas qui peuvent faire varier rapidement le statut de cette personne. Ensuite, la deuxième difficulté a trait à l'évolution personnelle (âge, réflexions intellectuelles, maturité) de l'enquêté. Beaucoup de ces jeunes réfugiés ont quitté le Yémen après avoir obtenu leur diplôme. Le Yémen pré-exil est alors le lieu de la formation scolaire et Djibouti le lieu du premier travail rémunéré autonome. Ce sont alors deux situations difficilement comparables.

Sur ces points, les discours et les perceptions des réfugiés sont les éléments permettant de mieux comprendre les sentiments d'ascension ou de déclassement social. Les extraits des entretiens choisis tentent de mettre en avant ces sentiments de réussite ou d'échec. Ces sentiments ne sont pas uniquement liés aux conditions matérielles et économiques. L'appartenance ressentie à une classe sociale ne peut se limiter à sa seule dimension économique dans l'exil. La voix des réfugiés offre à penser à l'intégration de nouveaux thèmes pour mieux cerner ces processus sociaux de réussite. Ainsi, les extraits choisis évoquent des thèmes plus larges telles que la parenté, les raisons de l'exil, la difficulté du mariage en temps d'exil, etc. Les sentiments de réussite ou d'échec vont de pair avec certaines fonctions sociales ou familiales comme la nécessité de fonder une famille ou encore le maintien de relations entre les réfugiés et leurs connaissances restées au Yémen. Ce sont autant de nouvelles opportunités qui font émerger un nouveau rapport à l'ascension sociale.

Cet article s'appuie sur une étude des réfugiés yéménites dans plusieurs lieux : la capitale, le camp de réfugiés (pour comprendre les différences avec les réfugiés urbains) et le Yémen. L'accès aux deux premiers terrains de recherche a pu être réalisé physiquement. Le suivi de certains réfugiés urbains au Yémen

18. S. Turner, «What is a Refugee Camp? Exploration of the Limits and the Effects of the Camp», *Journal of Refugee Studies*, vol. 29, n° 2, 2016, p. 139-148.

19. J. Bidet, «Déplacement. Migrations et mobilités sociales en contexte transnational», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 225, 2018, p. 67-82.

a alors pu être effectué soit à travers les technologies de communication (téléphones, WhatsApp, etc.), soit lors du retour des enquêtés à Djibouti, après leurs vacances ou leur mariage. En ville, l'insertion du chercheur s'est faite à partir du travail, c'est-à-dire des entreprises et des commerces pour lesquels les réfugiés travaillent, situés majoritairement dans les quartiers centraux de Djibouti Ville.

L'étude s'est concentrée sur les quartiers centraux de Djibouti Ville (ancien centre colonial et quartiers I, II, III et IV). Il s'agit majoritairement de quartiers commerçants et mixtes (résidentiels et commerçants) très dynamiques du fait de l'installation massive des nouveaux commerces arabes. La capitale regroupe près de 80 % de la population du territoire djiboutien et la position centrale de l'administration, des services, de l'activité portuaire et des commerces dans cette partie de la ville permettent de penser que les quartiers d'études sont un haut lieu de passage et de commerce urbain. C'est le poumon économique et historique de la diaspora arabe yéménite de Djibouti.

RENOUER LE CONTACT AVEC LA DIASPORA YÉMÉNITE DE DJIBOUTI

Les réfugiés arrivés en 2015 ne représentent pas la première émigration des Yéménites à Djibouti. L'histoire de la communauté arabe du Yémen remonte à la création du territoire colonial djiboutien. La proximité géographique et le besoin en main-d'œuvre poussent de nombreux Yéménites à migrer vers la colonie française. À partir de 1884, date de la création du premier comptoir français d'Obock, des vagues successives de Yéménites de la Tihama (plaine littorale de l'Ouest) et du Sud-Ouest (régions d'Aden et de Taïz) migrent vers la colonie.

Les Yéménites du début du ^{xx}e siècle offrent un parfait exemple de mobilité sociale à travers une mobilité spatiale : ils migrent vers l'établissement français pour y développer leur commerce et envoyer de l'argent à leurs familles restées au Yémen. À Djibouti, les populations locales (Afar et Somali) sont nomades. Les colons français s'appuient donc massivement sur ces migrants yéménites pour développer la colonie. Ils sont pêcheurs, marins, commerçants, et ont rapidement constitué une classe intermédiaire entre les colonisés et les colons²⁰. La réussite des premiers yéménites attire les suivants. Alain Rouaud mentionne qu'en 1900 la communauté arabe (Yéménite) s'élève à 192 personnes. Deux ans plus tard, elle atteint 2 000 personnes et dépasse les 50 000 aux alentours de 1950. Dans de nombreux cas et souvent pour les plus

20. A. Rouaud, « Pour une histoire des Arabes de Djibouti, 1896-1977 », *Cahiers d'études africaines*, n° 146, 1997, p. 319-348.

aisés, comme les riches commerçants venus de Taïz, l'installation devient pérenne.

La figure de l'entrepreneur yéménite se développe sur les rivages de la mer Rouge (Érythrée²¹, Hedjaz²²). À Djibouti, les Yéménites tiennent un rôle économique important : ils se sont très tôt insérés dans certains secteurs clés comme la construction. Rouaud mentionne ainsi qu'en 1950, 80 % du bâti de la ville leur appartenait. Cette mainmise économique s'est souvent soldée par des conflits avec la population locale, cette dernière arguant du fait que les Arabes étaient étrangers au territoire. Leur pouvoir économique ne s'est jamais accompagné d'un équivalent politique²³. La communauté a commencé à périliter à l'indépendance en 1977. Beaucoup ont décidé de rentrer au Yémen. D'autres, surtout originaires de la région de Taïz, décidèrent de rester. Ils formeront un relais diasporique, majoritairement de commerçants et d'entrepreneurs.

Au Yémen même, le poids des diasporas et des travailleurs émigrés est considérable. Cette migration est essentiellement masculine, jeune, et désire avant tout faire fortune dans le commerce. Les objectifs immédiats de l'expatriation sont surtout l'acquisition d'un capital économique et symbolique suffisant pour un envoi monétaire aux familles et avoir la possibilité de se marier. Selon les proximités géographiques et sociales, les jeunes yéménites séjournent quelques années à l'étranger au sein des diasporas établies :

« Tous les hommes de ma famille sont venus à Djibouti pour y travailler et y faire du commerce, même mon père. Avant l'Égypte, avant le Yémen, il vivait à Djibouti avec son père et son frère quand il était plus jeune. Ils avaient un commerce familial. Mais mon père n'aimait pas Djibouti. Je l'ai souvent entendu dire qu'il y faisait trop chaud, qu'il y avait trop de poussière et que la température n'était pas clémente pour la vie ici. Alors, dès qu'il a pu, il est rentré au Yémen. Cela a dû être de nombreux pourparlers avec son père... Il est rentré à Taïz. On avait encore de la famille là-bas²⁴. »

Ce premier extrait d'entretien donne la parole à un commerçant réfugié vendeur d'électroménagers. Il représente la troisième génération d'hommes partis à Djibouti. Son histoire familiale montre que l'émigration des Yéménites a surtout été masculine. Les hommes d'une famille migraient ensemble et développaient une entreprise familiale. Le retour au Yémen était l'occasion

21. J. Miran, *Red Sea Citizens: Cosmopolitan Society and Cultural Change in Massawa*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 2009.

22. P. Pétriat, *Le négoce des lieux saints : négociants hadramis de Djedda, 1850-1950*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

23. A. B. Bezabeh, « Citizenship and the Logic of Sovereignty in Djibouti », *African Affairs*, vol. 110, n° 441, 2011, p. 587-606.

24. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti Ville, 2019.

de montrer sa réussite et de fonder une famille grâce à des mariages arrangés. L'anecdote du père souhaitant rentrer au Yémen montre l'enracinement de cette pratique du travail à l'étranger : son refus de rester à Djibouti lui vaut de nombreuses complications familiales.

L'économie du Yémen contemporain dépend lourdement des transferts monétaires des travailleurs immigrés. Hélène Thiollet rappelle que le Yémen a le profil migratoire d'un État rentier indirect²⁵ : le Yémen est l'État le plus pauvre de la Péninsule arabique parce qu'il est dépourvu de grandes réserves pétrolières. Cette situation provoque le départ de la main-d'œuvre yéménite vers les différents États du Golfe en manque de travailleurs. Le Yémen peut donc être défini comme un État privé de revenus pétroliers nationaux (à la différence des États voisins) mais qui profite du besoin de main-d'œuvre de ces États. Lorsque l'Arabie saoudite ferme ses frontières en 1990 suite au soutien du Yémen à l'invasion du Koweït par l'Irak, près d'un million de travailleurs yéménites sont expulsés. Laurent Bonnefoy précise que du jour au lendemain, au Yémen, « la main-d'œuvre masculine augmente de près de 20 % générant chômage de masse, explosion urbaine, crise immobilière et sociale²⁶ ».

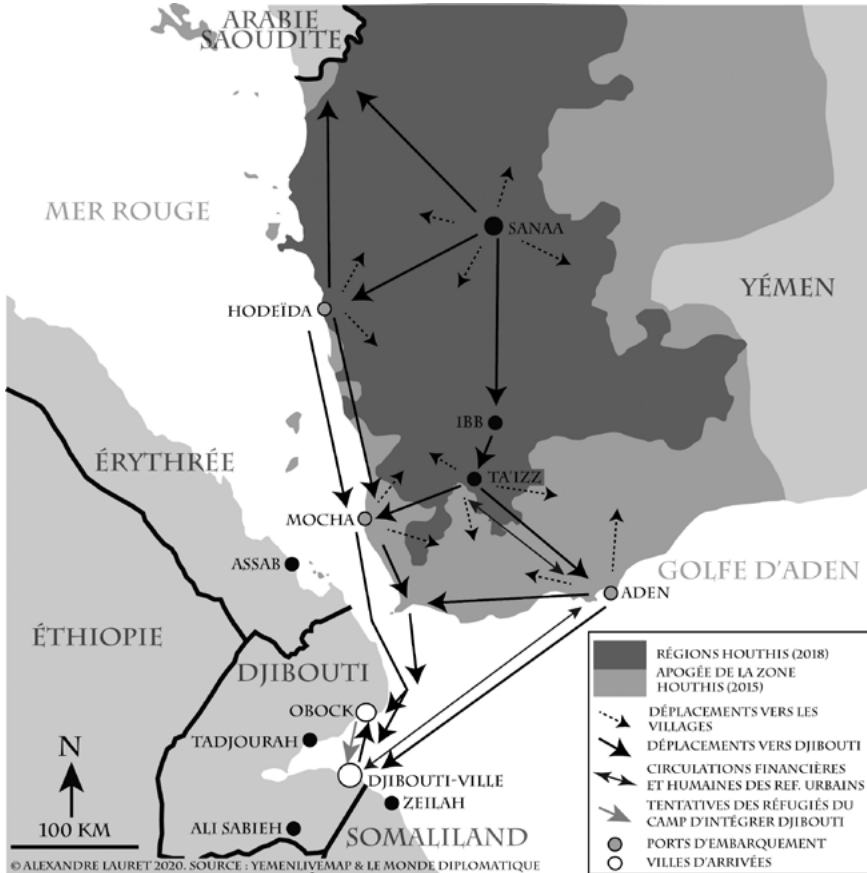
Deux décennies plus tard, en 2014, les parcours migratoires économiques des Yéménites en Arabie saoudite s'interrompent au commencement de la guerre civile au Yémen. La fermeture de la frontière saoudienne et une situation interne de plus en plus dégradée poussent de nombreuses familles yéménites à quitter des centres urbains devenant des lieux d'affrontements armés. En parallèle, l'appauvrissement des familles dues aux destructions matérielles et à l'impossibilité de recevoir de l'argent depuis l'étranger favorise les déplacements vers les villages où résident les familles élargies, à l'abri dans les montagnes. La phase d'expansion des Houthis sur l'Ouest yéménite pousse une partie de ces déplacés à fuir en dehors des frontières.

Les entretiens réalisés avec les réfugiés yéménites permettent de modéliser une carte de l'exil vers Djibouti. Les parcours migratoires des réfugiés à l'intérieur du Yémen montrent le glissement géographique par étapes des populations vers Djibouti : des villes de l'intérieur vers les villes côtières.

25. L'image du Yémen comme « État rentier indirect » est empruntée à B. Destremau et P. Signoles (B. Destremau et P. Signoles, « Le difficile ajustement d'économies différenciées en rapide mutation », in A. Gamblin (dir.), *Maghreb Moyen-Orient Mutations*, Paris, Sedes, 1995) cité dans H. Thiollet, « Aux marges du monde arabe. Place du Yémen dans les itinéraires de migrants et de réfugiés érythréens » [en ligne], *Arabian Humanities*, n° 12, 2004, <<https://journals.openedition.org/cy/190>>, consulté le 11 septembre 2020.

26. L. Bonnefoy, *Le Yémen. De l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard, 2017, p. 62.

Figure 1. La mobilité des réfugiés yéménites vers Djibouti



La fuite vers Djibouti de 2015 peut s'expliquer par plusieurs raisons : la proximité géographique des deux États, la fermeture de la frontière saoudienne (2014), le « mouvement de conquête » des Houthis vers le Sud (2014-2015), le développement d'un cordon sécuritaire à travers la mission d'exfiltration par la marine française des ressortissants européens d'Aden (2015), les liens avec la diaspora arabe présente à Djibouti ou encore l'installation de la cellule d'urgence des Nations unies (le camp de réfugiés de Markazi). Ces différents éléments entraînent la concentration des populations désirant fuir vers l'espace côtier situé entre Aden et Mocha. Le port d'Aden concentre majoritairement les populations de la cité portuaire et de son arrière-pays (Taïz) alors que le port de Mocha concentre les populations venant du Nord (Hodeïda, Sanaa). Les embarcations (boutre de commerce, barque de pêcheurs, *tankers* pour Aden) sont limitées à Mocha et, très tôt, le nombre de réfugiés voulant

fuir le Yémen est supérieur aux nombres de places disponibles. Les places sont à négocier selon les *nacoudas* – capitaine de navire – et les pêcheurs : 100 à 200 dollars pour les hommes, parfois moins pour les femmes, souvent gratuit pour les enfants. Les familles, ayant fui leur domicile dans la précipitation, n'ont emporté avec elles que quelques liquidités (bijoux, argent, etc.). L'achat d'une place sur une embarcation entraîne ainsi la liquidation de ce capital.

Lorsqu'ils arrivent à Djibouti, les réfugiés sont pris en charge par le gouvernement djiboutien *via* l'Office national d'assistance aux réfugiés et sinistrés (Onars) et le HCR. Les exilés du Yémen sont ainsi triés. À l'exception des binationaux, la majorité des réfugiés venant du Yémen est mise en quarantaine au port de Djibouti. S'ils ne peuvent pas prouver un lien avec la diaspora arabe à Djibouti Ville, les réfugiés sont déplacés à Obock. Quelles que soient leur origine géographique ou leurs ressources économiques au Yémen, ces exilés doivent alors rejoindre un camp de réfugiés et sont enregistrés au HCR *via* le *prima facies*, à savoir la reconnaissance collective du statut de réfugiés à un groupe de personnes subissant un contexte de violence extrême. L'accès à la capitale leur est difficilement possible. En revanche, si les réfugiés peuvent, même tardivement, prouver d'une attache yéménite à Djibouti (famille proche ou éloignée) et que celle-ci se porte garante, ils peuvent regagner la capitale.

Ce qui caractérise ces réfugiés urbains qui peuvent s'installer à Djibouti Ville est donc leur appartenance aux réseaux de la diaspora. En cela, ces nouveaux arrivants ne sont pas riches. Ils n'ont pas ou très peu de capital économique. Ils sont partis des classes pauvres, voire modestes, du Yémen et de Taïz : des petits commerçants, des boutiquiers, parfois des familles d'agriculteurs, des personnes issues de familles dont un membre a déjà migré vers Djibouti il y a plusieurs décennies. Ces réfugiés sont majoritairement des jeunes. Ils ont terminé le lycée et certains ont pu commencer des études à l'université, mais la guerre a freiné leur progression :

« Au Yémen, avant la guerre, il y avait trois types de personnes : les très riches, les moyens et les très pauvres. Maintenant avec la guerre, on est tous devenus pauvres et ça, c'est une bonne chose. [...] Moi, je faisais partie de la catégorie des pauvres, comme la plupart des Yéménites à Djibouti. Il faut être réaliste. Si on était riche, on ne serait pas ici, on ne vivrait pas à Djibouti et on ne travaillerait pas là²⁷. »

Ces catégories de « très riches », « moyens » et « très pauvres » sont subjectives. Elles illustrent le découpage symbolique que ce Yéménite, technicien dans une entreprise arabe, projette sur la société yéménite. Il est donc difficile de donner un contour socio-économique précis à ces différentes catégories.

27. Entretien avec un Yéménite de la diaspora, Djibouti Ville, 2019.

Il s'agit ici autant du statut au Yémen que de la possibilité, dans l'exil, de s'installer dans un État différent. Il faudrait alors opposer Djibouti comme choix de destination des populations les plus précaires à d'autres États comme l'Arabie saoudite, le sultanat d'Oman, l'Égypte, voire les États-Unis, plébiscitées par les réfugiés ayant davantage de ressources. Le choix d'une destination varie en fonction des ressources, des relations dont on dispose dans les sociétés d'accueil, de la dimension symbolique et de l'imaginaire construit sur ces sociétés, enfin des aléas de la guerre (fermeture de l'aéroport, de frontières, territoires occupés, etc.).

Il faut cependant nuancer la situation pour Djibouti : certes l'installation du camp de réfugiés illustre bien la précarité de nombreux Yéménites, néanmoins, la présence de la communauté historique yéménite à Djibouti Ville a entraîné un afflux de population, « pauvres » comme « riches », dans la continuité d'un lien spatio-temporel. À Djibouti, les garants arabes des réfugiés sont les descendants des entrepreneurs yéménites restés depuis l'indépendance. Malgré la distance, ils ont gardé un lien avec le pays d'origine à travers des voyages, la visite de leurs familles ou de personnes du village. Ces entrepreneurs ont des positions variables dans la société djiboutienne, du simple commerçant à la dynastie économique, certaines familles arabes disposant de plus d'une dizaine de commerces en ville. À travers les nouveaux moyens de communication, ces garants sont prévenus depuis le Yémen que des personnes de leur famille ou de leur village se trouvent à Djibouti.

VERS L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS URBAINS DANS LA DIASPORA ARABE DE DJIBOUTI

Les observations de terrain montrent que la population du camp de Markazi se compose majoritairement de familles alors que les réfugiés urbains sont souvent des hommes seuls, jeunes, célibataires ou ayant laissé leur famille dans les villages de montagne. Ils sont, pour une grande partie, issus du gouvernorat de Taïz, plus précisément des localités avoisinant At Turbah.

Le gouvernorat de Taïz fait partie des lieux d'origine de la diaspora arabe de Djibouti. Cette dernière est constituée de Yéménites ou de familles djibouto-yéménite ayant gardé un lien avec le Yémen. Au travers des appartenances claniques, des liens de solidarité existent entre les nouvelles générations nées au Yémen et la diaspora installée à Djibouti. La diaspora arabe se renouvelle davantage en fonction des liens qui unissent les Yéménites entre eux autour d'une même région d'origine plutôt qu'à travers une unité liée au fait d'être Yéménite à Djibouti : les patrons arabes de Djibouti sont majoritairement issus du gouvernorat de Taïz, à l'inverse de ceux venant des plaines de la

Tihama, davantage concentrés dans les jardins agricoles et les quartiers plus périphériques de la ville.

Au Yémen, les familles étant «relativement» à l'abri dans les villages de montagne, les jeunes ont de plus en plus tendance à prendre la route seuls. L'insécurité générée par la guerre interfère sur les possibilités d'embauche: forte dévaluation de la monnaie, paralysie de certains secteurs (industriel et pétrolier), difficulté de faire du commerce ou d'acheminer des marchandises du fait des barrages. À l'exception du métier des armes, il ne reste donc aux jeunes à la recherche d'emploi que la possibilité de faire appel aux membres éloignés de leur famille ou de leur village vivant à l'étranger et de s'exiler.

Ces réfugiés migrent majoritairement vers Djibouti Ville où ils sont reçus et rapidement intégrés par les réseaux diasporiques. Ils obtiennent un emploi dans les boutiques et les commerces des patrons arabes de Djibouti. Ils deviennent vendeurs ou simples employés dans les magasins de parfums, de vêtements, de bijoux, d'électroménager, les quincailleries ou dans les restaurants yéménites. Le développement de ces magasins témoigne d'un certain savoir-vivre à la yéménite qui se popularise au sein de la société djiboutienne. Les patrons arabes ont besoin de main-d'œuvre pour faire croître leurs activités et préfèrent recruter des personnes liées à leurs cercles de sociabilité familiale et villageoise du Yémen. Si les patrons offrent une chance aux réfugiés de pouvoir travailler et d'être hébergé sur place, ces derniers ont un statut d'obligé du fait de ce parrainage.

Les Arabes de Djibouti trouvent dans ces réfugiés un moyen de consolider leur pouvoir économique en ville. Leur activité est devenue plus visible dès le début de l'arrivée des réfugiés. Dans l'ancien centre colonial, cœur économique de la ville, la présence des commerces arabes a ainsi augmenté. Le développement de ces nouveaux commerces s'appuie à la fois sur cette nouvelle main-d'œuvre (autant travailleuse que consommatrice) que sur une «arabisation» des modes de vie des Djiboutiens. De fait, la profusion des commerces arabes dans le centre-ville entraîne la concentration des réfugiés travailleurs dans ces mêmes quartiers et augmente leur caractère quasi communautaire.

Les conditions de vie des réfugiés yéménites à Djibouti s'avèrent particulièrement rudes. Ceux qui travaillent se côtoient dans les magasins, dans les restaurants yéménites et dans les appartements lors des séances de khat²⁸ l'après-midi. Ils vivent ensemble dans des chambres qu'ils partagent à plusieurs (5 à 6 personnes) aux frais des patrons. Ces conditions de logement permettent aux Yéménites d'économiser un loyer et d'envoyer une partie

28. Le khat est la feuille comestible d'un arbuste originaire de la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Yémen) dont les populations locales sont, pour une partie, dépendantes.

importante de leur salaire (aux alentours de 40 %, soit entre 200 et 300 dollars selon les cas) à leurs familles *via* des bureaux de transferts. Le salaire perçu par ces travailleurs se situe entre 500 et 600 dollars, soit une différence importante avec le revenu moyen par habitant du Yémen, qui avoisinait les 100 dollars juste avant la guerre. Ce chiffre est sûrement passé sous la barre des 100 dollars par mois depuis le début de la guerre.

L'envoi d'argent au Yémen est déterminant dans les relations hommes-femmes dans l'exil. Les environnements de travail et les lieux de sociabilité sont masculins, sans aucune place pour les femmes. À partir du moment où un travailleur fait venir sa famille à Djibouti, il perd l'avantage d'un logement gratuit, et doit être en mesure de payer un loyer et des charges souvent élevés. Le salaire perçu ne suffit pas. La présence féminine est alors considérée comme une gêne au sein de cet habitat collectif. Ce dernier est un lieu d'accumulation de capital social : les séances de khat accueillent des populations mouvantes. Il arrive que des personnes de différents magasins yéménites ou restaurants se retrouvent, permettant à chaque membre de créer de nouvelles affinités, relations, et de former son propre réseau de contacts.

« Je crois que ma femme n'a pas du tout aimé Djibouti. Il faisait trop chaud, le climat... il n'est pas comme à Taïz ou à Sanaa où il fait froid. Ici, on crève de chaud. Elle n'est restée que quelques mois. Elle est tombée enceinte et elle a préféré rentrer au Yémen [...]. Quand ma femme est arrivée, il a fallu se trouver un nouveau logement, le payer, dépenser de l'argent pour la nourriture, l'électricité, l'eau, plein de trucs. Je ne pouvais plus vraiment envoyer de l'argent à la famille²⁹. »

Ce réfugié yéménite s'est marié en 2017. Il a pu prendre un congé auprès de son patron qui tient un magasin de carrelages et de revêtements de sols. Il est rentré au Yémen pour l'occasion avant de revenir à Djibouti, quelques semaines plus tard, avec sa femme. Leur vie commune n'aura duré que quelques mois ; sa femme est rentrée au Yémen pour les raisons évoquées dans la citation : les mauvaises conditions de vie. Mais, à travers ce retour précipité, se joue aussi une division des rôles et des sexes ainsi qu'une relecture de la logique entrepreneuriale historique des Yéménites à Djibouti : l'émigration économique masculine.

Il existe ainsi une « frontière des sexes³⁰ » au Yémen reproduite lors de l'exil à Djibouti. L'espace social yéménite est divisé selon une ségrégation sexuelle stricte : les femmes yéménites sont largement cantonnées aux espaces privés. L'espace public et l'espace du travail rémunéré leur sont donc difficilement accessibles, et cela d'autant plus à Djibouti Ville où le contexte culturel et social

29. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti Ville, 2019.

30. M. Pernot, *Être Yéménite...*, op. cit., p. 59.

leur est inconnu : la langue étrangère, la méconnaissance des codes culturels et de la ville sont autant de marqueurs spatio-culturels qui restreignent la possibilité d'évoluer dans un contexte de confiance.

Le travail rémunéré des femmes dans l'espace public est peu apprécié dans les cercles des réfugiés yéménites ayant un emploi. Ce travail rémunéré féminin s'oppose à une vision traditionnelle que les travailleurs confortent, à savoir la ségrégation sexuelle des espaces. C'est à l'inverse, dans des contextes de perte de repères, comme lorsqu'il faut survivre dans un camp de réfugiés, que l'on voit apparaître des évolutions. S'il est commun de voir une femme réfugiée s'approprier l'espace du camp de Markazi et faire la cuisine pour sa famille dans l'espace public, la visite des cuisines de cinq restaurants yéménites à Djibouti Ville montre que les fourneaux sont toujours occupés par des hommes.

Deux remarques viennent conclure ces stratégies d'intégrations. Premièrement, si la migration des réfugiés vers Djibouti Ville est essentiellement masculine, les femmes dans les villages au Yémen gardent les maisons ou les terres afin de prévenir d'éventuels pillages de guerre ou d'autres formes d'accaparement dues aux conflits. Pourtant, certaines familles ont migré ensemble à Djibouti. Elles sont rares et appartiennent à des classes urbaines plus aisées. Mais ces familles ne disposent que de peu de contacts au sein de la diaspora arabe. Deuxièmement, dans les situations décrites plus haut, l'asymétrie des relations homme-femme dans la structure des réseaux diasporiques s'explique essentiellement par un ancrage historique, symbolique et par des stratégies familiales visant à maximiser l'accumulation de profits.

VERS UN RENOUVEAU DE LA FIGURE DE L'ENTREPRENEUR YÉMÉNITE EN TEMPS DE GUERRE

En décembre 2016, le gouvernement djiboutien fait le choix de mettre en œuvre le cadre d'action global pour les réfugiés du HCR (Comprehensive Refugee Response Framework). Ce programme a pour objectif une meilleure intégration des réfugiés dans les pays d'accueil. En décembre 2017, Djibouti promulgue un décret³¹ permettant aux réfugiés d'avoir accès aux soins, à l'éducation et au travail. Ce nouveau cadre institutionnel légalise le statut des réfugiés urbains qui travaillaient jusque-là dans un flou juridique – malgré l'acceptation tacite des autorités – depuis leur arrivée en 2015. Il permet surtout, en théorie, la libre circulation des réfugiés sur tout le territoire djiboutien.

31. Décret N° 2017-410/PR/MI fixant les modalités d'exercice des droits des réfugiés et demandeurs d'asile en République de Djibouti.

Les réfugiés yéménites du camp de Markazi peuvent alors migrer vers la capitale pour tenter d'y trouver du travail. La ville d'Obock (10 000 à 15 000 habitants), proche du camp, n'offre que peu d'opportunités économiques.

Ces réfugiés n'appartiennent pas aux réseaux de la diaspora arabe, or l'intégration à ces réseaux permet une évolution socio-économique réelle. L'appartenance à ces réseaux est donc un facteur d'inégalités entre les réfugiés venant du gouvernorat de Taïz et les « autres ». Les réfugiés du camp sont ainsi livrés à eux-mêmes pour subvenir à leurs besoins dans la capitale. Ils tentent de parcourir différents magasins arabes en quête d'un emploi mais il est compliqué de se faire recruter :

« Donc cet été, j'ai souvent été malade. Je ne pouvais pas rester ici. J'ai essayé de trouver du travail à Djibouti Ville, vraiment j'ai essayé. J'y suis allé. Comme je ne savais pas où dormir, je suis allé dormir à la mosquée, n'importe laquelle... [...]. Je ne me souviens même plus du nom de la mosquée où j'ai passé la nuit. Je cherchais du travail en ville en tant qu'ingénieur en bâtiment. [...] Tous les Yéménites qui avaient fui la guerre à Djibouti Ville travaillaient déjà ! Ils étaient employés dans des commerces, des restaurants. Mais ce sont de petits métiers, des métiers qui ne font pas concurrence à Djibouti. [...] Personne ne voulait m'embaucher alors j'ai décidé de rentrer à Obock. Je n'avais pas le choix. Je n'avais plus rien à faire à Djibouti Ville, puis c'était vraiment cher comme ville³². »

Les inégalités entre les réfugiés yéménites se trouvent renforcées par la guerre et la rivalité entre les Yéménites du Sud et ceux du Nord. Si le camp de réfugiés présente autant de réfugiés du Sud que du Nord, les réfugiés urbains viennent surtout du quart sud-ouest du Yémen. Mais la distinction géographique n'est pas le seul facteur qui explique le problème d'intégration des réfugiés du camp de Markazi. Les patrons arabes de Djibouti ne souhaitent pas les recruter car ils préfèrent garder ces opportunités pour des personnes issues de leurs cercles de solidarités familiales ou régionales.

En permettant aux réfugiés de travailler légalement, le gouvernement djiboutien a lancé indirectement un appel à une main-d'œuvre entendu jusqu'au Yémen. Depuis l'été 2015 et la victoire de la coalition arabe à Aden, les lignes de front se sont plus ou moins stabilisées. De nombreux réfugiés du camp de Markazi ont décidé de rentrer chez eux mais Taïz demeure un des épicentres du conflit yéménite. Les bombardements de la coalition et les affrontements entre milices ont fragilisé l'économie de la région. Dans ce contexte, Djibouti devient une opportunité économique pour les jeunes générations grâce aux réseaux diasporiques.

Une deuxième cohorte de réfugiés yéménites arrive ainsi à Djibouti à partir de 2017. La réouverture de la ligne aérienne Djibouti-Aden facilite

32. Entretien avec un réfugié yéménite, camp de Markazi, 2018.

les allers-retours entre les deux États. La légalisation du travail pour les réfugiés pousse également ces jeunes à entrer en contact avec la diaspora. Les Yéménites arrivent à Djibouti *via* l'aéroport et munis d'un simple passeport. Ils ont souvent appris par des proches la relative réussite économique des premiers réfugiés urbains. Pourtant, ces nouveaux arrivants refusent d'être assimilés aux réfugiés. Ils considèrent leur migration comme une recherche économique et non comme une fuite face au conflit. Un nouveau réfugié raconte ainsi les raisons qui l'ont poussé à migrer en 2018 :

« Mon père a voulu que je l'aide à développer son commerce [au Yémen]. Je vais ouvrir une nouvelle boutique pour l'aider dans un nouveau quartier. [...] Au bout de quelques mois, j'étais en faillite. Mon père m'a un peu aidé à renflouer les caisses [...]. Il m'a dit : "Va à Djibouti ! Va faire ta vie là-bas." Il connaissait quelques relations de travail et quelques amis qui avaient des commerces à Djibouti Ville. [...] Je suis parti avec des gens. Ils fuyaient tous la guerre. Ils avaient tous peur du Yémen. Ils avaient tous perdu quelque chose et ils allaient tous devenir réfugiés. Ils étaient heureux de quitter le Yémen pour un pays sûr. Moi, j'avais vraiment honte³³. »

La situation de cet homme, vendeur dans un magasin de vêtements, montre comment les logiques liées à l'insécurité de la guerre et les trajectoires personnelles liées aux opportunités économiques se superposent sur les voies de l'exil. Le départ de ce jeune s'inscrit là encore dans une trajectoire familiale : son père a déjà travaillé à Djibouti lorsqu'il était jeune et l'échec de son fils le pousse à l'envoyer à Djibouti pour y faire ses preuves. Le détour par Djibouti devient autant un acte intergénérationnel que l'occasion d'entretenir l'existence des liens au sein de la diaspora arabe de Djibouti. Une des caractéristiques essentielles de ces nouveaux arrivants est le fait qu'ils ne prennent pas le temps de s'inscrire au HCR pour se déclarer réfugié. Ils rejoignent directement les réseaux de connaissances dont ils disposent et sont incorporés dans les commerces arabes. Cependant, ils sont de plus en plus poussés par les patrons arabes à s'enregistrer au HCR comme réfugié afin d'économiser les frais importants d'une carte de séjour (200 000 francs djiboutiens, environ 1 000 euros). Ces nouveaux réfugiés s'amarrent aux réseaux diasporiques existants, ceux des plus anciens ou des premiers réfugiés arrivés en 2015 :

« Quand je suis revenu à Djibouti, j'ai trouvé un travail facilement grâce à mon oncle. Je travaillais dans sa boutique. Il a une boutique près de Place Rimbaud. C'est une grande boutique et son commerce marche bien ! Il a eu raison de rester à Djibouti. Mais je me suis vite écarté de mon oncle. Quand je travaillais avec lui, je restais assis dans sa boutique. Je restais enfermé toute la journée et je n'avais pas grand-chose à faire... Alors ouais,

33. Entretien avec un Yéménite, Djibouti Ville, 2019.

je gagnais de l'argent mais je voulais bouger. Je ne voulais pas attendre simplement les clients qui viennent. Alors j'ai trouvé autre chose à faire. Comme je te disais, je suis chauffeur. Je travaille parfois pour mon oncle, parfois pour d'autres magasins qui me demandent de livrer des choses à droite à gauche³⁴. »

Le changement de travail de ce réfugié fait évoluer son statut au sein de la diaspora. Il en devient un membre à part entière grâce au développement de sa propre activité économique. Il s'affranchit de son oncle : c'est le glissement de la figure du simple employé à celui de l'entrepreneur. Ces nouveaux arrivants, de 2015 ou de 2018, actualisent la figure de l'entrepreneur yéménite développée au siècle dernier. La guerre au Yémen les fait intégrer des trajectoires familiales de détour par l'étranger dans le but d'accumuler du capital. L'exil de guerre permet une ascension sociale pour ces réfugiés.

RÉFUGIÉS URBAINS, NOUVEAUX ENTREPRENEURS : VERS LA FORMATION D'UNE CLASSE SOCIALE EN EXIL

L'exclusion des réfugiés du camp de Markazi dans les processus d'intégration de la diaspora arabe de Djibouti permet de cerner les frontières d'un certain entre soi identitaire. Les patrons arabes de Djibouti préfèrent recruter de jeunes yéménites restés au pays mais qui, paupérisés par le conflit, font appel à eux. Ces travailleurs représentent une classe sociale formée par et pour l'exil. Ils sont jeunes, originaires de la même région et des mêmes villages, n'ont pas eu la possibilité d'aller à l'université, issus de familles pour qui les envois d'argent depuis Djibouti représentent une majeure partie, si ce n'est la quasi-totalité, des moyens de subsistance. La seule ressource de départ est le capital social de ces familles en lien avec la diaspora à Djibouti. Ils partagent un destin commun forgé par la guerre : ils ne peuvent pas trouver du travail ou étudier au Yémen, et l'opportunité de l'exil est quasiment le seul choix. À Djibouti, ils sont engagés dans les mêmes métiers dans les commerces et les boutiques de leurs garants. Ils développent ainsi leur propre réseau de connaissances et de capital social. À l'image des patrons arabes de Djibouti se côtoyant, les réfugiés urbains créent ensemble une nouvelle couche migratoire unie autour de la condition de l'exil.

L'exil devient pour ces réfugiés une condition de leur ascension sociale. Leur évolution peut être appréhendée sur deux échelles : individuelle et communautaire. L'exil à Djibouti leur donne l'opportunité de travailler, de s'enrichir, et donc de poursuivre leur trajectoire individuelle d'accumulation de capital. Cette situation a un impact sur la collectivité au Yémen. Alors

34. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti Ville, 2019.

que l'ensemble de la société yéménite s'appauvrit (destruction matérielle, mortalité importante etc.), cette nouvelle classe d'entrepreneurs yéménites se retrouve doublement privilégiée du fait de leur situation d'exilés et de la possibilité d'avoir des revenus. Leur position sociale évolue au Yémen, où ils représentent une certaine réussite à travers les envois de devises vers leur famille. Établir la position de cette nouvelle classe sociale dans le système économique yéménite est complexe du fait de son émergence récente et du manque de données empiriques sur place.

À Djibouti, ces réfugiés urbains sont peu intégrés au tissu social local. Ils sont visibles à travers le nombre croissant de commerces arabes mais les relations avec la population restent essentiellement économiques. Les rapports avec l'administration passent par les patrons arabes qui facilitent les demandes. Pourtant, les réfugiés yéménites se trouvent dans une société djiboutienne adoptant de plus en plus un mode de vie proche de leurs lieux d'origine sur le plan religieux et du mode de consommation. Cette faible intégration à la société d'accueil témoigne d'une forte concentration des liens sociaux à l'intérieur des réseaux et des relations forgées au sein de la diaspora et du pays d'origine.

C'est aussi à partir de cette origine géographique qu'il faut comprendre le maintien des relations entre les patrons arabes de Djibouti et les réfugiés urbains intégrés à leurs réseaux. Les recruter signifie subvenir aux besoins des familles restées au Yémen. Il est difficile de déterminer l'impact réel de ces retours sur l'économie familiale ainsi que sur celle du pays. Un travailleur yéménite de Djibouti est entré au Yémen en 2019 avec la somme de 4500 dollars. Il n'y était pas revenu depuis le début du conflit. Dans un État où le revenu moyen est de moins de 100 dollars par mois, ces apports de l'étranger sont de véritables soupapes de sécurité. L'argent envoyé par les réfugiés urbains à leurs familles dote ces dernières d'un certain prestige au sein des villages et des quartiers. Elles organisent des repas festifs ou redistribuent l'argent aux différentes branches familiales. Ces familles disposent ainsi d'un pouvoir économique et d'une marge de manœuvre plus importante face aux aléas que la guerre génère. L'argent est utilisé aussi bien pour les besoins de la vie quotidienne que pour des projets : achat de denrées, construction de maisons, développement d'une activité économique, d'un commerce, etc.

LE RETOUR AU PAYS COMME RENOUVELLEMENT SOCIAL DANS UN ÉTAT EN GUERRE

L'exil des Yéménites vers Djibouti est qualifié de mobilité spatiale forcée. Or il peut paraître paradoxal de voir ces réfugiés effectuer, malgré la guerre,

plusieurs retours au pays. En effet, il semble que le sens donné à l'exil des réfugiés urbains yéménites a évolué. En intégrant les réseaux diasporiques, ces réfugiés renouent ainsi avec la figure de l'entrepreneur yéménite. La mobilité leur est toujours imposée, mais la raison première de leur départ a changé : ils ne quittent plus le Yémen pour fuir l'arrivée des rebelles, mais plutôt comme une opportunité économique pour pallier les manques de ressources de leur famille. En cela, la mobilité forcée, comme toute autre migration économique, devient une stratégie de gestion des risques³⁵.

Le risque est surtout lié à la guerre. Le retour au pays s'inscrit dans un contexte incertain car les lignes de front peuvent changer au gré des alliances : les escarmouches entre les forces légitimes du gouvernement yéménites et les séparatistes (anciens alliés) à Aden durant l'été 2019 ont entraîné la fermeture de la ligne Aden-Djibouti pendant plusieurs semaines. Pourtant, de nombreux réfugiés yéménites urbains retournent au Yémen. C'est en effet le moment de faire valoir la réussite économique qu'a apportée l'exil. Les réfugiés mettent en avant leur appartenance à une nouvelle classe sociale et leur intégration au réseau économique des diasporas. Le retour au pays pour des vacances est le temps de la valorisation sociale auprès de la famille et des amis.

Ces temps de retour s'inscrivent dans des trajectoires sociales (la visite de la famille, des amis) et dans des trajectoires économiques individuelles, et permettent aux jeunes de se marier grâce à un mariage arrangé entre familles yéménites. Ces mariages sont d'autant plus valorisés que le migrant yéménite dispose de ressources économiques et diasporiques dont il pourra faire bénéficier les membres de la famille de la future mariée. Le mariage est une clef de compréhension de la nécessité du retour au Yémen. C'est notamment le cas pour un réfugié urbain, originaire de Taïz, mais dont la famille a décidé de migrer vers Sanaa durant la guerre :

« Personne ne voulait venir à Djibouti Ville, trop loin et cela aurait coûté trop d'argent. Je devais aller à Sanaa car ma famille et la sienne avaient déménagé là-bas. [...] J'ai réussi à trouver un bus qui allait jusqu'à Sanaa. J'ai payé et je suis monté dedans, on était une cinquantaine de personnes pour aller à Taïz, puis à Sanaa. [...] Cela nous a pris beaucoup de temps car il y avait toujours des barrages. Je n'ai pas compté le nombre de barrages, la calculatrice aurait marqué "erreur", et pourtant je suis un bon comptable dans l'entreprise, à Djibouti³⁶. »

Dans la valorisation sociale du retour, ce n'est pas l'image de la fuite qui est mise en avant mais la réussite d'un homme parti à l'étranger pour subvenir

35. É. Piguet, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 3, 2013, p. 141-161.

36. Entretien avec un réfugié yéménite qui s'est marié récemment, Djibouti Ville, 2019.

aux besoins de sa famille. En réactualisant la figure de l'entrepreneur yéménite en temps de guerre, les réfugiés urbains montrent que le modèle classique de la mobilité spatiale-sociale fonctionne toujours, à condition d'avoir un capital social de départ.

Le retour au Yémen est l'occasion de valoriser ce nouveau capital acquis, à travers le recrutement éventuel de nouveaux travailleurs. Les réfugiés deviennent de nouveaux nœuds de la diaspora à Djibouti qui favorisent l'élargissement du réseau diasporique. Reconnaisant envers ceux qui ont pu leur permettre de travailler, ils tentent de s'acquitter d'une tâche similaire envers ceux qui n'ont pas eu cette chance tout en leur permettant de s'affranchir d'une certaine dette à l'égard de leur garant de Djibouti. En contact avec les patrons arabes de Djibouti, les réfugiés sont les premiers avertis lorsqu'un besoin de main-d'œuvre se fait sentir dans les différents cercles professionnels. Ils proposent alors à un membre de leur cercle de sociabilité d'effectuer l'exil vers Djibouti afin que ce dernier accumule lui aussi un nouveau capital. Dans certains contextes familiaux, on attend des réfugiés qu'ils puissent trouver une place pour un frère, un cousin éloigné, quelqu'un qui aurait dû aller à l'université.

«Je sais que beaucoup de Yéménites nous envient d'avoir un travail à Djibouti. Au Yémen, j'ai plein d'amis de mon âge qui sont chômeurs. Ils n'ont aucun travail. Ils ne font rien de leurs journées [...]. Ils attendent simplement d'avoir des opportunités mais avec la guerre, ce n'est pas facile. Nous, on a de la chance. On travaille ici librement. On gagne de l'argent. On l'envoie à nos familles. On achète des vêtements, un portable, on a des projets de mariages. La vie marche pour nous, et ceux restés au Yémen, ils nous envient. Je connais plein d'amis de Taïz qui rêvent de venir à Djibouti pour trouver un travail. Eux, ils perdent leur temps, nous, on le gagne³⁷.»

Cet employé d'un magasin d'électroménager montre le fossé qui se creuse entre ceux qui ont l'opportunité d'aller travailler à Djibouti et ceux qui restent au Yémen. L'exil devient une ressource. La situation s'inverse alors. Ce réfugié a fait partie du groupe de travailleurs yéménites qui a pu trouver un travail dès 2015. Quatre ans plus tard, ses amis le courtisent lors de son retour au pays dans l'espoir d'avoir la chance de partir à Djibouti travailler à leur tour. Mais, parfois, la situation est plus complexe. La consolidation du pouvoir économique arabe passe par un besoin de main-d'œuvre toujours croissant. Or cette demande évolue qualitativement. Entre les réfugiés yéménites présents à Obock, ceux errant à Djibouti Ville, ceux déjà intégrés dans les réseaux et les nouveaux arrivants, l'offre devient bien supérieure à la demande des patrons et ces derniers recherchent des corps de métiers spécialisés. Les nouveaux

37. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti Ville, 2019.

réfugiés qui arrivent sous la protection des membres du réseau diasporique sont souvent jeunes, sans expérience professionnelle ou universitaire. Certains patrons peuvent décider de les former. D'autres font appel à des réfugiés yéménites du camp de Markazi, ayant un profil professionnel plus diversifié, et donc capable de répondre aux tâches demandées. C'est le cas d'un comptable originaire de Sanaa arrivé à Djibouti en 2015. Il n'aura passé que quelques mois au camp avant d'être recruté, intégrant une équipe de réfugiés yéménites du Sud dans une boutique. Ces cas restent cependant très rares du fait des rivalités liées à la guerre.

Les contextes de guerres brouillent les lectures classiques des relations entre mobilité spatiale et mobilité sociale. Ce sont pourtant des contextes d'innovation qui permettent de mieux comprendre comment le couple mobilité spatiale mobilité sociale peut se réinventer ou, à défaut, comment les trajectoires migratoires familiales se perpétuent. Le cas des réfugiés yéménites urbains à Djibouti illustre ces deux situations.

L'exil de guerre est ici l'élément déclencheur de la mobilité sociale. Les réfugiés yéménites urbains cumulent les trajectoires de l'exil, de l'intégration à la diaspora (au réseau) et d'accumulation de nouvelles ressources. C'est au vu de ces trois dimensions qu'une mobilité sociale s'opère. L'intégration au réseau diasporique semble être l'élément de basculement de la mobilité sociale : il est autant générateur de mobilité spatiale (l'exil de la deuxième vague de réfugiés) que facteur d'inclusion ou d'exclusion dans l'accès à l'emploi.

Les deux vagues de réfugiés urbains réactualisent la figure de l'entrepreneur yéménite à travers leur intégration à la diaspora arabe. C'est ce glissement de la figure du réfugié urbain vers celui de l'entrepreneur yéménite qui illustre la formation de cette nouvelle classe sociale. On observe ici que la mobilité spatiale forcée est un facteur important dans la constitution de cette classe d'entrepreneurs yéménites. Privilégiés par l'accumulation d'un capital, ces nouveaux entrepreneurs illustrent une certaine réussite d'une jeunesse yéménite qui, malgré la guerre, a su tirer profit de la diaspora arabe de Djibouti. Le retour au pays achève de confirmer cette réussite : le maintien de la consommation des familles yéménites en temps de guerre ou la préparation d'un mariage sont des éléments qui l'illustrent.

Une dépendance économique entre le gouvernorat de Taïz et cette nouvelle diaspora est ainsi créée. Elle présente deux aspects : d'abord monétaire, du fait de l'envoi plus ou moins régulier d'argent, puis en matière d'offre d'emploi à la jeunesse de la région. Certains réfugiés utilisent leur capital acquis à Djibouti pour ouvrir un commerce, une échoppe ou un moyen de transport dans la région de Taïz. Ces personnes jouent alors sur les deux rives pour accumuler

un capital économique et social important, laissant à leur famille la gestion du commerce au Yémen. La situation inégalitaire que l'on observe à Djibouti, entre réfugiés urbains intégrés à la diaspora et réfugiés du camp de Markazi, peut alors être reproduite sur le territoire du Yémen. Malgré la guerre qui ravage le pays, au-delà de la séparation entre territoires « libérés » et territoires « occupés » par les Houthis, se dessine la carte d'une fracture économique du territoire. Cette fracture oppose un Sud connecté à Djibouti, où certaines régions comme le gouvernorat de Taïz, capitalisent une rente économique liée à l'exil de guerre, et le Nord du pays, pris dans l'étau des combats ■

Alexandre Lauret

Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis,

Ladyss (UMR 7533)

Abstract

From Yemeni Refugee to Entrepreneur: When War Exile Becomes an Economic Opportunity in Djibouti

Using new empirical data collected from Yemeni refugees in Djibouti, this paper explores the dynamics between refugees, economic opportunities, and the development of a distinct social class in exile. The war in Yemen has triggered an exodus of its population toward neighboring countries. On the African shore, Djibouti has received a share of these refugees. While some are sent to the Markazi refugee camp in Obock, others are able to integrate directly within the Arab communities located in Djibouti since colonial times. Members of the latter category proceed to seek work among the Yemeni diaspora in Djibouti City. While the prolonged war in Yemen continues to paralyze local economic production capacities, a new form of immigration emerges: "economic refugees." These two immigrant populations form a new type of social class in exile, which their families left in Yemen increasingly rely on as the war continues there.